

SERVENT PAS LES INTÉRÊTS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE », voilà le mot d'ordre de l'Opposition Communiste. La classe ouvrière a le devoir de préserver ses organisations contre les putschistes de l'I. C. qui font le jeu et favorisent outrancièrement la répression capitaliste. La classe ouvrière

ne suivra pas la bureaucratie de l'I. C. sur la pente de Thermidor. La classe ouvrière a une mission historique à accomplir : réaligner la révolution socialiste. Elle brisera impitoyablement tous les liquidateurs de la Révolution.

CONTRE LE COURANT.

LE PIÈGE DE LA DÉMAGOGIE

LA RATIFICATION DES DETTES

Après de longs et de fastidieux débats, où s'est exprimée la rancœur de la petite-bourgeoisie qui commence à réaliser ce que fut la « guerre du droit » et ce que signifie le concours « désintéressé » des « fidèles » alliés, où s'est affichée également l'hostilité de l'industrie lourde à sa mise en tutelle par le capital américain, la Chambre a ratifié les dettes, de justesse.

Le Sénat a ratifié aussi avec une parfaite docilité.

Victoire des « usuriers anglo-saxons », ainsi que dit Cachin, fidèle à sa déformation nationale qui lui interdit, par contre, de réaliser l'usure exercée par l'impérialisme français sur les ouvriers allemands sous le nom de « réparations »...

Rien n'a mieux montré que les débats de la Chambre dans quel état de dépendance se trouvait le capitalisme français à l'égard du géant yankee. Que de ménagements ! Quelle prudence ! Le ministère s'échinait à ne pas laisser passer un mot qui puisse heurter les susceptibilités de Wall Street. L'Assemblée a délibéré sous la menace d'une rupture avec les Etats-Unis, oscillant entre les flagorneries d'un débiteur qui attend tout du bon vouloir de son créancier et les velléités de résistance par la constitution d'un bloc européen. Mais seul le prolétariat est capable de réaliser les Etats-Unis d'Europe, sous la forme soviétique, seul il peut résoudre la question des dettes, car il n'en reconnaît pas plus qu'il ne reconnaît les « réparations »...

Quoi qu'il en soit, le gouvernement est sorti de l'aventure très diminué au point de vue parlementaire.

Poincaré y a laissé aux yeux des petits-bourgeois, beaucoup de son prestige de « sauveur du franc ». Il semble douteux même que le ministère puisse survivre à cet échec.

Déjà la succession est ouverte, et Tardieu est sur les rangs. Les grossières provocations policières effectuées en vue du Premier Août, les attentats répétés contre les organisations

ouvrières et la légalité bourgeoise elle-même n'ont pas d'autre sens. Tardieu veut sa « journée », il veut rattraper à son profit le crédit qui s'effrite de l'Union Nationale. En face d'un « sauveur du franc » démonétisé, il dresse la légende d'un « sauveur de l'ordre ». Tardieu a monté le coup du Premier Août comme prémisses de la constitution du ministère Tardieu-Briand.

LA REPRESSION ET LE PREMIER AOÛT

Il ne faut pas être grand prophète pour prévoir que le Premier Août sera un échec. Constatons d'ores et déjà que les arrestations préventives des militants du Parti et de la C. G. T. U. n'ont pas amené immédiatement de vigoureuse protestation ouvrière. Bien au contraire, l'agression scandaleuse de Tardieu se déroule dans une atmosphère d'indifférence.

Le Premier Août sera la suite logique des précédentes manifestations avortées, ce sera un maillon de plus à ajouter à la chaîne qui, dans ces derniers mois, compte les échecs du Premier Mai et de Vincennes.

La Direction de l'Internationale aura bien fait tout ce qu'il fallait pour cela. Parler constamment de la mise hors la loi du Parti et de résistance à la répression pour laisser cueillir ses militants comme des enfants, parler toujours de conquête de la rue quand on se sait incapable de la réaliser, se donner comme les porte-paroles des masses, quand les masses manifestent leur désaffection et leur indifférence à l'égard des organisations du Parti, agir ainsi c'est non seulement manifester son incapacité politique, mais favoriser par sa démagogie les coups de force gouvernementaux.

Bien qu'en France l'arbitraire de Tardieu vise des objectifs gouvernementaux intérieurs, il n'en est pas moins vrai que de grandes manœuvres policières dans différents pays font penser que la bourgeoisie internationale veut profiter de la faute commise par le Comintern pour le Premier Août afin de porter un coup décisif à l'Internationale Communiste.

L'évolution du Gouvernement russe est sui-

vie de près par le capitalisme international, ainsi que l'évolution du Comintern mis au service de la politique de l'Etat russe. Il s'agit pour la bourgeoisie de priver l'U. R. S. S. de l'instrument de pression dont elle dispose encore pour l'amener plus vite à composition.

Il y a là une situation qui impose au prolétariat, devant un danger de plus en plus menaçant et devant la stupidité d'une bureaucratie communiste qui donne dans le panneau, d'organiser le plus tôt possible sa résistance sous des mots d'ordre justes.

Quels sont ces mots d'ordre ?

Nous les avons déjà indiqués, il y a près de trois mois après la rafle policière préventive du Premier Mai. Il faut mettre en avant la défense des libertés ouvrières, il faut contraindre la bourgeoisie à respecter sa propre légalité. Les libertés bourgeoises, elles-mêmes, nous le répétons, sont devenues « séditionnelles », dès qu'elles peuvent servir contre les intérêts de la bourgeoisie. Rien ne permettra mieux de montrer aux ouvriers de quel vent est gonflé la baudruche de la démocratie.

Et le Parti, quel rôle peut-il jouer dans cette campagne nécessaire et urgente pour les libertés ouvrières ? Aucun rôle, s'il persiste dans une politique qui le ligote et le tient à

l'écart des masses : et cela impose à l'Opposition Communiste des devoirs d'autant plus grands.

Si le Parti n'avait pas adopté sa stupide tactique « Classe contre Classe », il se tournerait vers le Parti socialiste et ferait une proposition de front unique, avec une large agitation à la base : profitant de la protestation de la C. A. P. contre la répression, il proposerait une action précise, soutenue, énergique pour la défense des libertés ouvrières. Par son abstention, au contraire, il laisse à la C. A. P. le bénéfice d'un « geste symbolique » qui ne l'engage à rien.

Quant à la C. G. T. U., si elle n'était pas à la remorque du Parti, si elle n'en copiait pas tous les défauts, elle pourrait, elle aussi, prendre cette initiative nécessaire.

Mais les bureaucrates se résignent trop bien à une mise hors la loi qui leur fournira un alibi permanent et leur évitera tout contrôle.

Tant pis pour eux ! Mais le mouvement ouvrier est en danger et les communistes d'Opposition ont le devoir de préparer à la base le travail de rassemblement qui permettra de résister à l'offensive de la bourgeoisie.

CONTRE LE COURANT.

Lettre ouverte au Parti Socialiste

Dès que les élections anglaises ont porté les travaillistes au pouvoir, Léon Trotsky, chassé de l'Union Soviétique par Staline, a adressé un télégramme au Gouvernement anglais pour lui demander de séjourner en Angleterre.

Malade, atteint d'une malaria à forme aiguë, contractée pendant son exil aux confins du Turkestan chinois, Trotsky a le plus grand besoin d'un traitement approprié à son état de santé ; il doit recevoir d'urgence des soins qu'il est impossible de trouver en Turquie, où le climat ne peut, au contraire, qu'aggraver son état.

Lors de son arrivée à Constantinople, au milieu de février, il avait adressé une semblable demande au Gouvernement allemand. Après des semaines et des semaines de tergiversations, un refus lui fut opposé. Un peu plus tard, le Gouvernement norvégien lui faisait savoir qu'il lui fermait les portes de la Norvège.

En France, prenant les devants, le Gouvernement français fit paraître un communiqué qui lui interdisait également l'accès du territoire français, sous l'hypocrite prétexte qu'un arrêté d'expulsion avait été pris contre lui en 1916, et qu'il n'y avait aucune raison de le faire rapporter. Mais, en réalité, un marchandage s'opérait dans la coulisse entre l'Ambassade soviétique et le Quai d'Orsay. Cédant à la pression de l'envoyé de Staline, le Gouvernement français accepta de considérer l'éloignement de Trotsky comme une monnaie d'échange.

Tandis que ces marchés et ces intrigues se poursuivaient, Trotsky formulait sa demande au gouvernement travailliste anglais. Ce fût encore une fois, un délai de plusieurs semaines pour aboutir à un refus honteux pour ceux dont il venait. Une fois de plus, la pression de Staline réussissait.

Ainsi, les uns après les autres, les